



RENDU EXECUTOIRE LE

- 8 FEV. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 26/01/2023

Reçu en préfecture le 26/01/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230126-23_A_SE_0172-AR



**Service
des Etablissements et Services
Sociaux et Médico-Sociaux**

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0172

du **28 JAN. 2023**

**Portant habilitation partielle de la
Résidence Autonomie « Les Grands
Chênes » à L'Isle Jourdain gérée par
le CCAS de L'Isle Jourdain à accueillir
des bénéficiaires de l'Aide Sociale à
l'Hébergement**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

**VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale du Département de la
Vienne ;**

**VU le Schéma départemental des solidarités 2020-2024 adopté par
délibération du Conseil Départemental de la Vienne le 20 décembre 2019 ;**

**VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne du 17
février 2017 fixant le taux de participation de l'aide sociale aux dépenses de
fonctionnement du Foyer Restaurant pour personnes âgées et adultes
handicapés du CCAS de L'Isle Jourdain ;**

**VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n° 2022-A-DGAS-
DHV-SE-0344 du 10 novembre 2022 portant modification de la capacité et du
profil des personnes accueillies à la Résidence Autonomie « Les Grands
Chênes » à l'Isle Jourdain et ramenant la capacité à 32 places ;**

**VU la délibération de l'Assemblée Départementale du 16 décembre
2022 relative à l'adoption du Budget Primitif 2023 ;**

**VU la demande d'habilitation partielle à l'aide sociale du CCAS de L'Isle
Jourdain, par délibération du 11 octobre 2022, reçue le 20 octobre 2022 ;**

.../...

CONSIDERANT qu'une personne bénéficiaire de l'aide sociale à l'hébergement n'a plus accès à l'aide sociale aux repas mais que les résidents accueillis à titre payant peuvent toujours solliciter cette aide sociale individuelle ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : La Résidence Autonomie « Les Grands Chênes » de L'Isle Joudain, gérée par le CCAS de L'Isle Jourdain est autorisée à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement dans la limite d'**1 place** à compter de la date de signature du présent arrêté.

En application de l'article L342-3-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'établissement s'engage à proposer cette place à l'accueil d'une personne âgée ou en situation de handicaps bénéficiaire de l'aide sociale départementale, dans le respect des textes législatifs et réglementaires relatifs aux droits des usagers et des dispositions du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est complété par une convention avec l'établissement précisant les conditions et modalités de l'habilitation partielle, l'accueil des personnes âgées et l'évaluation de leur prise en charge.

ARTICLE 3 : L'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale peut être retirée dans les conditions prévues à l'article L313-9 du CASF.

Cependant, les droits et les conditions d'accueil du résident bénéficiant de l'aide sociale à la date du retrait d'habilitation ne sauraient être remis en cause.

ARTICLE 4 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, c'est-à-dire de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département (lavienne86.fr) pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens» sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département (lavienne86.fr) pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 – 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens» sur le site www.telerecours.fr).

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le gestionnaire, la Direction de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le 26 JAN, 2023

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 26/01/2023

Reçu en préfecture le 26/01/2023

Publié le



ID : 086-228600011-20230126-23_A_SE_0172-AR